

Référence : C.N.188.2026.TREATIES-IV.4 (Notification dépositaire)

PACTE INTERNATIONAL RELATIF AUX DROITS CIVILS ET POLITIQUES
NEW YORK, 16 DÉCEMBRE 1966

PÉROU : NOTIFICATION EN VERTU DU PARAGRAPHE 3 DE L'ARTICLE 4

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, agissant en sa qualité de dépositaire, communique :

L'action susmentionnée a été effectuée le 29 mai 2026.

(Traduction) (Original : espagnol)

7-1-S/2026/83

La Mission permanente du Pérou auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments à la Section des traités du Bureau des affaires juridiques (Secrétariat de l'Organisation). En application des dispositions de l'article 4 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et compte tenu de la note verbale LA 41 TR/2017/IV-4/Peru/1 en date du 1^{er} mars 2017, elle a l'honneur de l'informer de ce qui suit :

Par le décret suprême n° 050-2026-PCM¹, publié le 2 avril 2026, l'état d'urgence déclaré dans les provinces de Putumayo et Mariscal Ramón Castilla (département de Loreto) a été prolongé pour une période de soixante (60) jours calendaires, à compter du 6 avril 2026.

Ladite prolongation a été adoptée dans le but de faire face à l'action des groupes hostiles et aux autres menaces connexes, ainsi que de renforcer le contrôle migratoire et frontalier. Dans ce contexte, se trouve restreint l'exercice des droits constitutionnels relatifs à l'inviolabilité du domicile, à la liberté de circulation sur le territoire national, à la liberté de réunion, et à la liberté et à la sécurité de la personne, consacrés aux paragraphes 9, 11, 12 et 24, alinéa f), de l'article 2 de la Constitution politique du Pérou, ainsi que des droits énoncés aux articles 9, 12, 17 et 21 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

La Mission permanente du Pérou auprès de l'Organisation des Nations Unies saisit cette occasion pour renouveler à la Section des traités du Bureau des affaires juridiques (Secrétariat de l'Organisation) les assurances de sa très haute considération.

New York, le 25 mai 2026

Le 3 juin 2026



¹ Le texte du décret suprême n° 050-2026-PCM de la République du Pérou a été soumis auprès du Secrétaire général et peut être consulté.